

LES ISSERS

«La fetwa connection» devant le juge

Mohamed Nor, alias cheikh Nor, gestionnaire sans aucun contrôle de la zaouïa Abederrahmane Ettaâlibi des Issers (wilaya de Boumerdès), des biens immobiliers de cette institution religieuse et des milliards «qui tombent du ciel», Omar Chetta, président de l'Assemblée populaire communale des Issers, ses deux adjoints et d'autres élus de la même institution, répondront des accusations de deux délits graves devant le juge du tribunal correctionnel de la ville de Boumerdès. La date du procès est fixée au 6 du mois courant.

Les délits retenus contre les prévenus ne sont qu'une partie de la longue liste d'affaires survenues depuis l'entame de l'actuelle mandature à la municipalité. L'absolution du chef de la zaouïa ne met donc pas ces politiciens locaux à l'abri d'une condamnation.

Une source nous a révélé, par ailleurs, que «ce cheikh n'en est pas à sa première fetwa autorisant les élus à sortir de la légalité pour gérer, au mieux de leurs propres intérêts, les affaires publiques puisqu'il trouve, lui aussi, largement son compte dans cette méthode».

Un observateur au fait des soubresauts de l'agglomération précise : « Les services de sécurité sont au courant de ce qui se passe au sein de la zaouïa mais ne font rien.»

Dans ce dossier qui sera jugé demain, le nombre restreint de récriminations retenues par la justice contre les élus rend les citoyens des Issers sceptiques. Selon l'acte d'accusation dont une copie est en notre possession, Omar Chetta, tête de la liste indépendante qui a remporté une majorité relative en 2007, ses colistiers Slimane R., 1^{er} vice-président, Smaïl G., 2^e vice-président, Youcef K., simple élu, ainsi que Rabah B., élu sur la liste du FNA, Rezki T., élu sur la liste du FLN, Mohamed B., élu sur la liste du FFS, Ahmed L., fonctionnaire de la municipalité, et Kamel R., commerçant et frère du premier vice-président, sont poursuivis pour falsification de délibération, de complicité de falsification de délibération et passation illégale de marchés.

Pour rappel, le *Soir d'Algérie* daté du 13 mai 2009 rapportait dans un Periscope intitulé «Une fetwa pour couvrir un petit crime entre amis», les tenants et les aboutissants d'une réunion qui s'est déroulée dans le bureau du maire. En ce jour, devant l'impasse à laquelle avait abouti ce conclave politico-religieux au sujet d'un trafic sur le foncier, réunion bénie également par la présence d'un responsable sécuritaire, le cheikh de la zaouïa avait alors pris les choses en main. Il avait par conséquent décrété une fetwa autorisant les représentants du peuple et tous les présents à cette réunion à mentir et faire de fausses déclarations aux autorités sur un usage de faux, et ce, dans le but de préserver le premier magistrat communal et ses subalternes d'une éventuelle condamnation pénale.

Mais le scandale éclata au grand jour et une enquête a été ouverte suite à une plainte de la Wilaya.

Gabegie immense

Le maire et les élus avaient, selon la plainte de leur tutelle, falsifié une délibération par laquelle un lot de terrain de 500 m² en ville a été attribué illégalement à l'un des vice-présidents. C'est la plus grosse affaire de ce dossier. La

justice leur reproche également l'achat de matériel et équipements sans la passation d'un contrat conforme au code des marchés publics. A noter que les prévenus sont en liberté provisoire, mais leur mandature, pour ceux qui en disposent, est gelée par le wali de Boumerdès, Kamel Abbès. C'est, en fait, toute l'assemblée (11 sièges) qui a été depuis quelque temps mise entre parenthèses jusqu'aux prochaines élections. Les citoyens des Issers, que nous avons questionnés sur cette affaire, sont réservés quant à l'issue de ce procès. Le comportement des élus locaux et l'impunité dont ils ont, jusqu'à présent, joui, ont fait perdre aux administrés des Issers toute confiance vis-à-vis des institutions de contrôle.

«La Cour des comptes, l'IGF et l'Inspection de la Wilaya sont successivement passées en 2011 et 2012 pour décortiquer la gestion de la commune. De plus, les services de sécurité et la justice ont reçu plaintes et lettres et c'est tout ce que ces institutions ont trouvé ?» s'indigne un responsable de la société civile. Rien ne semble calmer notre interlocuteur, qui assènera : «Demandez à n'importe quel citoyen de la ville, il vous citera, avec en sus de solides argu-

ments, au moins une dizaine d'affaires louches concernant principalement la passation illégale de plusieurs marchés, la surfacturation de travaux, des dépenses sans crédits augmentant la dette de la commune à 6 milliards de centimes, des constructions illicites faites par les élus ou le trafic de terrains en ville dont ont bénéficié quelques nababs. La liste est encore longue !»

«Effectivement, il y a plusieurs autres dossiers aussi bien au niveau de l'APC que de la zaouïa qui peuvent intéresser la justice et les services de sécurité», confirmera une source proche des services de sécurité.

Notons que dans cette ville, le maire – un activiste de la Coordination locale de soutien au chef de l'Etat, Abdelaziz Boutefflika – et trois de ses coaccusés, ont déposé une liste électorale par le biais du parti politique El Fedjr el Jadid (aube nouvelle) pour tenter de revenir à l'APC. Au motif qu'ils sont poursuivis par la justice pour trafics et mauvaise gestion, le wali a bien tenté de les disqualifier mais la même justice qui les accuse leur donne raison et leur liste est maintenue pour la course du 29 novembre.

Abachi L.

BÉJAÏA

Les villageois du Sahel ferment les RN 9 et 43 menant vers Sétif et Jijel

Exacerbés par les lenteurs observées dans l'achèvement des travaux d'aménagement du tronçon de la RN 43 situé entre Melbou et Ziama, les habitants de plusieurs villages du Sahel, sur la côte Est béjaouie, ont procédé dans la journée d'hier à la fermeture des deux importantes voies de communication, les RN9 et 43, reliant la cité des Hammadite et les wilayas de Sétif et Jijel au niveau de la cité balnéaire de Souk-El-Tenine

Les mécontents ont obstrué cet axe routier à l'aide de pierres et de troncs d'arbres provoquant d'immenses bouchons sur plusieurs kilomètres dans les deux sens. La circulation automobile y fut totalement paralysée hier.

La protestation n'a pas manqué de susciter la grogne des automobilistes qui se sont retrouvés ainsi bloqués durant de très longues heures. Les

protestataires des localités du Sahel, par leur action, tentent d'alerter les pouvoirs publics sur leur calvaire quotidien qu'ils subissent à chaque déplacement de leur village depuis l'entame du projet, pour cause de fermeture pour travaux de cet axe routier depuis plusieurs années.

Les protestataires réclament la réouverture immédiate de ce tronçon routier dont les travaux d'aména-

ment ont été engagés depuis près de quatre ans. «Toutes les issues vers nos villages enclavés sont fermées à cause de ces travaux qui s'éternisent.

Les travailleurs et les étudiants sont confrontés à un véritable parcours du combattant en empruntant une déviation par un chemin de montagne très dangereux pour vaquer à leurs occupations. Toutes nos démarches auprès des autorités afin d'accélérer les travaux de réalisation de ce projet sont restées vaines», se sont plaints des manifestants.

Aussi, pour appuyer cette action de protestation, les commerçants de Melbou ont décidé de baisser rideau durant cette journée.

A. Kersani

CAMPAGNE ÉLECTORALE À BOUIRA

Un début très timide

Début de campagne très timide à Bouira, même si du côté des partis et des candidats impliqués dans cette aventure électorale, les contacts et les meetings de proximité ont débuté bien avant ce dimanche.

En tout cas, à Bouira, ce qui est notable pour le moment, c'est le nombre d'inscrits qui est passé de 482 897 lors des législatives de mai dernier à 500 368, soit près de 18 000 nouveaux inscrits. Concernant les listes engagées pour ces joutes locales, il y a au niveau de la wilaya de Bouira, 31 partis en lice et trois listes indépendantes pour les APC, répartis sur 226 listes pour les 45 APC et 16 listes pour l'APW.

A la lecture de ces données, on note la présence d'une seule liste RND au niveau de l'APC de Hadjra Zerga, et deux

listes dans deux autres APC, à savoir El-Mokrani avec le FNA et le FLN et El-Hachimia avec le RND et le FLN, alors que le parti MJD, lui sera présent à Bouira à travers sa seule liste APW, et aucune au niveau des APC.

Parmi les points notables également, il y a lieu de signaler la présence du FLN dans 44 APC sur les 45 que compte la wilaya, suivi du RND avec 43 APC, du FFS avec 24, du MPA avec 17, du RCD Avec 13, du HMS avec 12 et du PT avec 8 APC, alors que les autres partis engagés sont présents avec moins de huit

listes à travers la wilaya. Rappelons qu'au vu de l'expérience des législatives et avec le quorum exigé pour être éligible au décompte final après le vote, à savoir 7% du corps exprimé après défalcation des bulletins nuls, il y a fort à parier que la multiplication des listes et la présence de ces petits partis ne seront bénéfiques, encore une fois, que pour les grands partis ancrés partout dans la wilaya, comme le FLN et le RND, alors que pour les autres partis comme le RCD, le FFS et le MPA, leurs scores et leur présence au niveau de la future APW, dépendront en grande partie du taux de participation de la région berbérophone de la wilaya. Une participation pas du tout évidente vu les expériences du passé. A moins que...

Y. Y.

KHEMIS MILIANA

L'Institut national de la formation supérieure paramédicale ouvre ses portes pour la première fois

C'est hier que l'INFSP, l'Institut national de la formation supérieure paramédicale a ouvert, pour la première fois, à Khemis Miliana, ses portes à quelque 250 étudiants admis en première année.

La cérémonie d'ouverture s'est faite hier en présence des autorités civiles et militaires locales, d'élus locaux et de représentants de la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Aïn Defla.

Cet Institut est né de la promotion de l'Ecole paramédicale depuis janvier dernier en même temps que l'Ecole paramédicale d'El Attaf qui a été promue au statut d'Institut de formation médicale.

Il a pour mission de former des étudiants bacheliers pour la licence en sciences médicales, en régime universitaire LMD qui, après un semestre d'études en tronc commun, se verront affecter dans différentes spécialités, notamment, opérateurs en radiologie, agents de laboratoire de biologie, infirmiers...

On notera qu'une grande majorité de ces étudiants, à hauteur de 70%, sont de sexe féminin et sont issus de plusieurs wilayas du centre du pays. Sur les 250 étudiants, 200 suivront leurs études en internat, les autres venant des différentes localités de la wilaya, relèveront du régime externat.

Cet Institut constitue une pierre supplémentaire dans l'élargissement du pôle universitaire dont le rayonnement ne cesse de s'intensifier dans différents domaines. De plus, cette nouvelle structure vient aux côtés de quatre grands hôpitaux, et des disponibilités qu'offre l'université qui dispose des personnels enseignants tout au moins pour les premières années, plaider en faveur de l'ouverture d'une annexe du CHU de Blida, à Khemis Miliana. Il s'agit là d'un souhait largement partagé ici.

Karim O.